

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE SECURITE

UN LIBRARY

JAN 27 1978



Distr.
GENERALE

S/12540

26 janvier 1978

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 26 JANVIER 1978, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE
ET D'IRLANDE DU NORD AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte d'une déclaration qu'il a faite hier à la Chambre des Communes pour annoncer que de nouveaux pourparlers, conformément aux propositions figurant en annexe à mes lettres du 1er et du 8 septembre 1977 (S/12393 et S/12395), auront lieu à Malte à partir du 30 janvier. Vous trouverez également ci-joint le texte de certaines des réponses aux questions supplémentaires qui ont été posées au Secrétaire d'Etat.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et des pièces jointes comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Ivor RICHARD

Annexe

Le Gouvernement, avec le plein appui du Gouvernement des Etats-Unis, poursuit ses efforts afin d'aboutir, en Rhodésie, à un règlement qui soit acceptable pour la communauté internationale et qui contribue à la paix et à la prospérité dans un Zimbabwe indépendant.

Je rencontrerai M. Nkomo et M. Mugabe, chefs du Patriotic Front, à Malte le 30 janvier. Je serai accompagné par Lord Carver et par l'ambassadeur Andrew Young et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera représenté par le général Prem Chand. Le but de ces pourparlers est d'examiner avec les chefs du Patriotic Front toute la gamme des questions que soulèvent les propositions anglo-américaines, particulièrement les questions de fond dont nous n'avons guère débattu avec eux jusqu'ici.

/En réponse à une question, M. Owen a ajouté :/

Le distingué Membre du Parlement conviendra assurément qu'un règlement interne dont serait exclu l'un des principaux groupes nationalistes ne saurait aboutir à un cessez-le-feu pendant les élections ni établir la paix et la stabilité dans un Zimbabwe nouvellement indépendant, et ne lèverait pas non plus la menace qui pèse sur la paix et la sécurité internationales. Il y aurait donc très peu de chances pour qu'un tel règlement fût reconnu par le Conseil de sécurité, dont maintes résolutions ont été adoptées avec notre appui.

M. Flannery : Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth accepte-t-il la proposition qu'aucune solution du problème rhodésien n'est viable si elle ne tient pas compte des aspirations du Patriotic Front?

M. Owen : Je suis d'accord. Nous n'aboutirons pas à un règlement si nous concédons à l'une des parties un droit de veto absolu. Si notre but est d'établir un cessez-le-feu négocié - ce qui est très difficile - aucune des parties ne doit s'en tenir à ses principes au point d'exclure toute volonté de compromis. Le problème est qu'un certain nombre de parties au différend ne sont pas disposées à faire preuve de l'esprit de compromis nécessaire.

/En réponse à une autre question, M. Owen a déclaré :/

Seuls le Gouvernement et la Chambre des Communes peuvent conférer l'indépendance légale à la Rhodésie. Nous ne le ferons pas si le règlement n'était pas conforme aux principes de base des propositions anglo-américaines.
